

Bulletin d'information et d'alerte sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

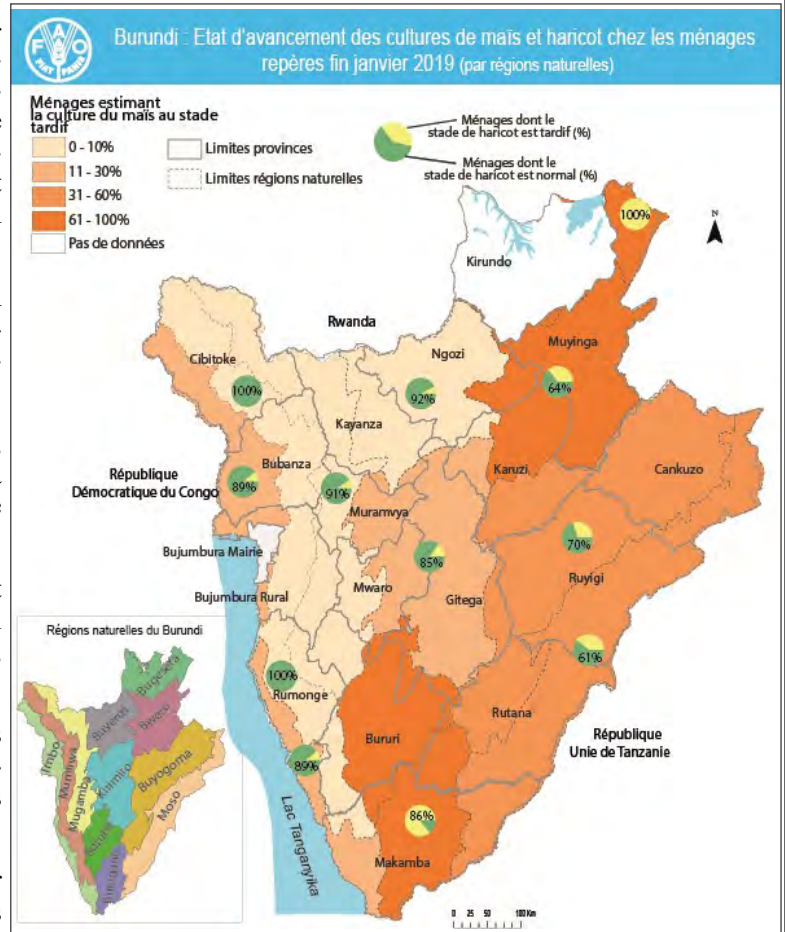
BURUNDI

Numéro 1 Janvier - Février 2019



Faits saillants

- Près de 120 000 personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère en cette période de récolte dans la région naturelle de Bugesera en province Kirundo, à la suite d'un déficit hydrique prononcé (source: évaluation rapide de la Plateforme Provinciale de Prévention des Risques et Gestion des Catastrophes, la Croix-Rouge Burundi et le PAM des 21-22 janvier 2019).
- Le chevauchement des saisons culturales 2019A et 2019B est rapporté par 30% des ménages repères avec des répercussions négatives sur les performances de la production agricole.
- Perturbation, dans plusieurs localités du pays, des récoltes de la saison 2019A suite au retard et à l'irrégularité des pluies, ainsi qu'aux attaques de chenilles légionnaires d'automne (CLA).
- Les prix des denrées alimentaires de base restent élevés malgré les premières récoltes de la saison 2019A dans certaines provinces, telles que Bururi, Karusi, Muranvya et Mwaro.
- Les aléas climatiques perdurent dans certaines régions du pays affectées soit par un déficit hydrique (Kirundo), soit par des inondations (Rumonge et Bujumbura).
- Les pénuries répétitives de carburant grèvent sur les coûts de transport, surtout dans les provinces rurales.



Méthodologie:

Ce bulletin a pour but d'informer et d'alerter les principales parties prenantes sur les tendances de la sécurité alimentaire au Burundi. Il est le résultat d'un nouvel effort commun et une synergie entre la FAO et le PAM en appui au Gouvernement et autres partenaires dans le suivi de la sécurité alimentaire. Deux systèmes se complètent et fournissent les données de base appuyant les analyses, à savoir l'ASIASAN de la FAO et le mVAM du PAM.

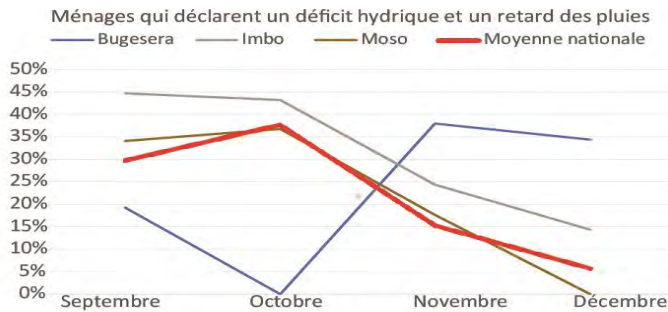
Pour le système d'information ASIASAN les données sont collectées tous les mois auprès d'un échantillon de 510 ménages repères (30 par province) et de 51 marchés (3 par province) répartis dans les 17 provinces rurales du Burundi, représentatives des 12 zones de moyens d'existence. Toutes les données collectées sur smartphones avec le logiciel Kobo sont automatiquement saisies et stockées sur le serveur de la FAO. D'autres données secondaires sont tirées des bases de données et rapports du MINEAGRIE, de l'IGEBU, de la FAO, du PAM, de l'UNICEF, de l'OIM, de l'UNHCR et des ONG.

Le mVAM piloté par le PAM repose essentiellement sur deux réseaux de collecte des données de base: (i) Données sur des indicateurs clés de la sécurité alimentaire, collectées à distance par téléphone auprès d'un réseau d'informateurs clés (volontaires de la Croix Rouge) opérant au niveau communautaire, identifiés dans 55 communes ciblées et formés à cette fin, (ii) Informations sur les marchés collectées à distance auprès des 195 commerçants de 65 marchés identifiés à raison de 3 commerçants par marché. Le mVAM assure également le suivi des prix sur 65 marchés répartis dans toutes les 71 communes du Burundi. Les données mVAM sont collectées et transmises mensuellement sur le serveur du PAM pour l'alimentation régulière de la base de données.



I. Situation pluviométrique et aléas

Une **pluviométrie irrégulière** et déficitaire a été observée au mois de janvier 2019, sans incident pour 30% des ménages repères et avec des problématiques diverses pour le reste. Les régions les plus touchées sont notamment la région de Bugesera couvrant une grande partie de la province de Kirundo, la région du Moso qui recoupe les provinces de Rutana, Ruyigi et Cankuzo, la région de l'Imbo couvrant les provinces de Makamba, Rumonge, Bujumbura rural, Bubanza et Cibitoke. Dans ces zones, les cultures de maïs et haricot encore en stade de croissance peu avancé à cause du retard des pluies, restent fragiles devant l'irrégularité de celles-ci et risquent d'accuser des pertes importantes de production. Le graphique suivant montre la situation différente des ménages: dans le Bugesera les ménages qui ont semé en octobre ont été confrontés à un déficit hydrique en novembre/décembre alors que ceux des autres régions naturelles ont dû attendre les pluies pour semer en fin d'année.



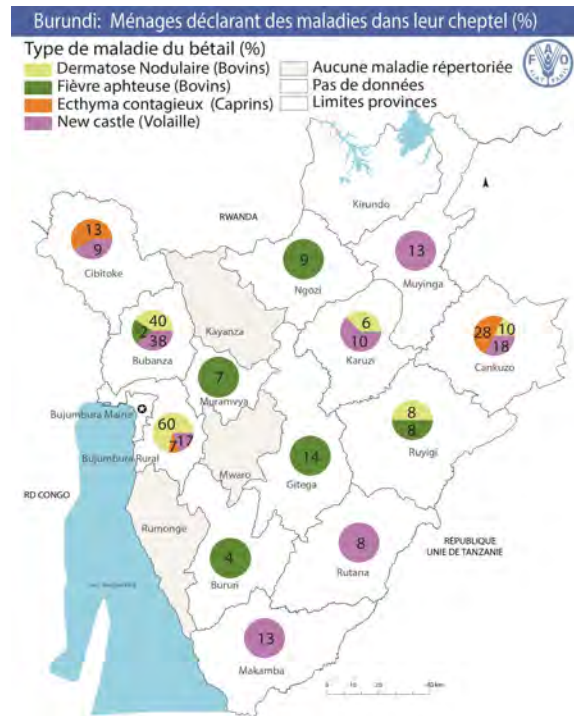
Le déficit hydrique observé tout le long de la saison 2019A a par ailleurs occasionné des pertes agricoles, spécialement pour la région naturelle de Bugesera située en province Kirundo. Le coup de projecteur en page 5 détaille davantage la situation.

En plus des aléas climatiques, l'attaque de la **chenille légionnaire d'automne** (CLA) et les épidémies du cheptel ont également causé des pertes importantes en termes de ressources alimentaires et moyens d'existence durant ces premiers mois de l'année.

La chenille légionnaire d'automne a été relevée dans les champs de maïs d'environ 80% des ménages repères, occasionnant des pertes importantes estimées à environ 40% de la production totale.

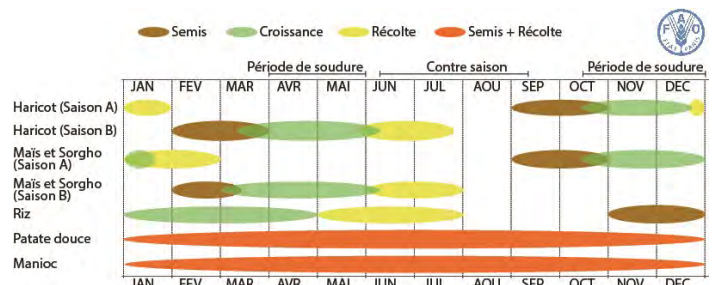
Les **épidémies de cheptel** rapportées sont notamment la fièvre aphteuse et la dermatose nodulaire sur le gros bétail, l'ecthyma contagieux sur les petits ruminants et la Newcastle pour la volaille. La dermatose nodulaire a notamment été signalée par 60% des ménages repères de Bujumbura Rural et 40% de Bubanza. L'ecthyma contagieux a été signalé dans la province de Cankuzo

par 28% des ménages, alors que la Newcastle était signalée par 38%, 18%, 17%, 13% et 13% des ménages dans les provinces de Bubanza, Cankuzo, Bujumbura Rural, Makamba et Muyinga respectivement.



II. Situation agricole: Chevauchement des cultures de 2019A et 2019B avec des conséquences néfastes sur la production des deux saisons

La situation agricole du mois de janvier 2019 est particulièrement caractérisée par un retard de croissance des cultures de la saison 2019A en raison du régime pluviométrique perturbé ce qui conduira à un chevauchement des deux campagnes agricoles successives. La saison A couvre la période de mi-septembre à mi-février et la saison B la période de mi-février à mi-juillet. A cause de la très forte densité de population et de l'exiguïté des terres, la pratique de la jachère n'est plus possible et les parcelles cultivées en saison A sont les mêmes qui accueillent les cultures de la saison B.



Le retard de la saison 2019A est souligné par 26% des ménages repères pour le haricot et 36% pour le maïs. Les régions naturelles de basses et moyennes altitudes de Bugesera, Buragane, Buyogoma, Bweru et Moso sont les plus touchées pour les deux cultures et les régions naturelles de l'Imbo et du Bututsi pour le maïs seulement. En plus d'un prolongement de la période de soudure, le retard des cultures de la saison 2019A provoque un chevauchement avec la saison 2019B, avec des répercussions négatives variées sur les cultures de haricot et de maïs.

Pour le haricot, les préparatifs (labours) pour la saison B sont impraticables dans les parcelles qui sont encore occupées par la culture de haricot, soit près de 17% des ménages contactés à la fin du mois sous analyse. De plus, l'essentiel des semences de haricot pour cette saison sont prélevées sur la récolte de la saison A. Les ménages n'ayant pas encore récolté, de même que ceux pour lesquels la production est très faible, auront du mal à trouver des semences suffisantes. Par ailleurs, d'après les ménages contactés fin janvier, 50% des semences de la saison 2019B proviendraient du marché alors que le pouvoir d'achat des ménages demeure très faible. La majorité des ménages (29%) génère des revenus via la vente de banane pour un gain moyen de 23.700 FBu, suivent les cultures maraichères (9% des ménages pour un revenu de 23.650 FBu). Les revenus les plus élevés proviennent de la vente de riz (334.000 FBu) mais ne concerne que 4% des ménages, surtout à Karuzi. Environ 8% des ménages ont eu recours au crédit/emprunts pour un montant moyen de 30.000 FBu. Il faut en revanche dépenser environ 55.100 FBu en semences de haricot pour emblaver une parcelle de 50 ares et 18.000 FBu pour le maïs.

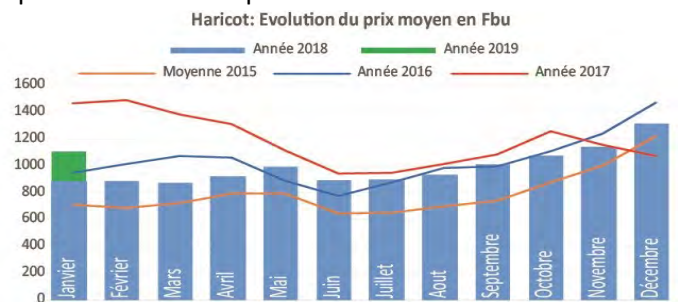
Le chevauchement des deux saisons 2019A et 2019B pour la culture du maïs implique deux aspects importants:

- Les labours de la saison B en cours perturbent le système racinaire du maïs encore en champs n'ayant pas encore atteint la maturité, (cas de 55% des ménages repères), dont plus de 60% localisés dans les régions naturelles de Bugesera, Buragane, Bweru, Bututsi et Buyogoma.
- Les ménages risquent de ne pas pratiquer la saison 2019B sur certaines parcelles encore occupées (près de 5% des ménages) surtout dans la région naturelle du Moso (17% des ménages enquêtés).

III. Disponibilité & Accès alimentaire (Marchés/ Ménages)

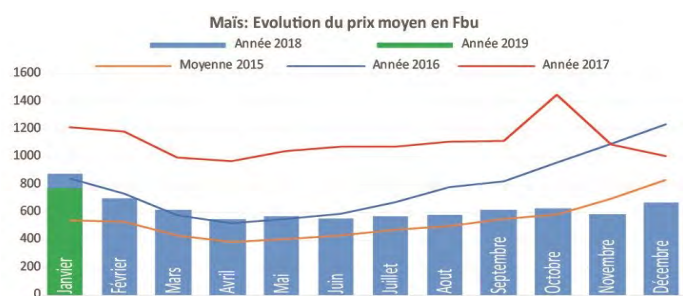
La disponibilité et l'accès alimentaires sont essentiellement déterminés par les niveaux de production et de stocks, la capacité de générer des sources de revenus, ainsi que le prix des denrées alimentaires. Pour la **production agricole**, eu égard au calendrier d'une année normale (voir ci-contre), le mois de janvier coïncide avec la récolte de la première saison culturale. Toutefois, seuls 80% et 45% des ménages repères ont signalés avoir eu quelques récoltes en janvier, pour le haricot et le maïs respectivement, suite au retard accusé par la saison 2019A dans plusieurs localités du pays.

Le suivi des prix des denrées alimentaires de base sur le marché montre une légère tendance à la baisse par rapport au mois précédent. Cependant, cette diminution des prix est jugée de moindre importance par rapport à la norme en période de récoltes.



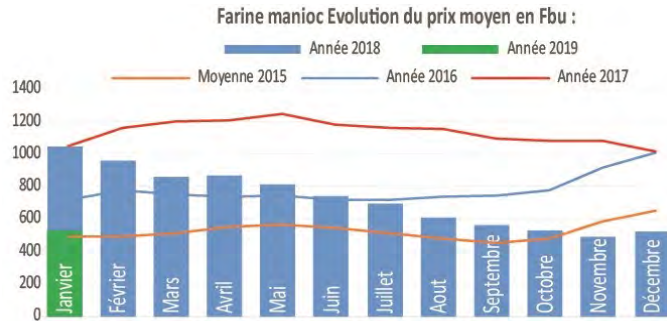
Le prix moyen du haricot connaît une baisse de 16% par rapport à décembre 2018 mais reste largement supérieur à celui de janvier 2018, soit + 25%. Depuis 2015, le prix moyen actuel est le plus élevé au mois de janvier après celui de janvier 2017 qui était une année atypique (fort déficit hydrique lié à El Nino).

Pour le maïs, céréale la plus accessible sur le marché pour un ménage moyen, son prix connaît une augmentation de 16% par rapport à décembre 2018 ce qui pourrait s'expliquer par l'épuisement progressif des stocks avant la prochaine récolte.



Le prix actuel du maïs reste tout de même inférieur à celui des mois de janvier des 3 dernières années.

Pour les tubercules, le prix de la patate douce est en diminution de 12% tandis que le prix de la farine de manioc est relativement stable à + 2% par rapport à décembre 2018. Ce dernier est plus faible en janvier 2019 qu'à la même période des trois dernières années.

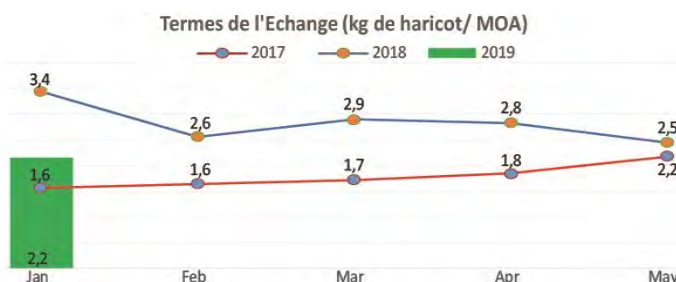


Au niveau régional, les prix des denrées alimentaires de base restent relativement élevés dans certaines provinces comme Bujumbura mairie, Rumonge, Cibitoke, Buzanza, Bururi, Makamba et Cankuzo.

La perspective d'évolution des prix des denrées alimentaires reste positive car profitera de l'arrivée des récoltes sur le marché jusqu'au mois de février 2019. Toutefois, les récoltes limitées à la suite des aléas climatiques localisés (déficits hydriques, inondations, grêle, etc.), ainsi qu'à la pénurie de carburant, devraient limiter voire même anéantir l'effet récolte sur les prix du marché. Les prix des denrées alimentaires de base pourraient commencer à augmenter à partir du mois de mars pour atteindre leur pic d'avril à mai 2019.

Termes de l'échange: Le niveau des prix des denrées alimentaires peut constituer un signal d'alerte quant à l'accessibilité alimentaire des ménages, selon que la denrée est une source de revenus, acquise au marché pour la consommation, ou tout simplement fruit d'une demande faiblement élastique car considérée de luxe (calories les plus chères).

L'analyse des termes de l'échange pour le cas de ce bulletin, met en comparaison la denrée alimentaire la plus achetée par un ménage moyen sur le marché (le haricot) et la source de revenu la plus répandue pour le ménage pauvre (la vente de main-d'œuvre agricole, MOA).



Depuis juillet 2018, les termes de l'échange entre le haricot et la main-d'œuvre agricole tendent à se déprécier, l'équivalence du salaire journalier issu de la MOA est passée de 2,8kg de haricot en juillet 2018 à 2,2 kg en janvier 2019.

En considérant les mois de janvier, l'équivalent de la rémunération journalière de la MOA passe de 1,6 kg en janvier 2017 à 3,4 kg en janvier 2018 avant de chuter à 2,2 kg de haricot en janvier 2019. Sur base des analyses des tendances des années précédentes les termes de l'échange ne pourraient qu'au mieux se maintenir. Cela pourrait s'expliquer par le report des labours au mois de février et mars sur les parcelles encore occupées par des cultures de la saison A.

Par ailleurs, 50% des informateurs clés du mVAM trouvent que l'accessibilité alimentaire continue de se déprécier dans le temps avec 31% qui estiment que la demande d'entraide communautaire est en augmentation.

IV. Réponse aux urgences

Depuis les deux derniers mois de 2018 et le début de 2019, les besoins de réponses aux urgences sont en augmentation, qui des victimes des pluies diluviennes/inondations, des victimes du déficit hydrique, des populations retournées dans le processus de réinstallation etc.

Au cours du seul mois de janvier 2019, le système de suivi des urgences à l'OIM a rapporté plus de 1.000 personnes déplacées à la suite des fortes pluies.

L'assistance d'urgence planifiée par le PAM pour le mois couvrent environ 11.000 familles vulnérables alors que les besoins d'assistance continuent à se manifester. Par ailleurs, autour de 116.000 réfugiés burundais sont candidats au rapatriement au cours de l'année 2019 selon les prévisions de l'UNHCR.

La réponse et la préparation aux urgences concerne également le deuxième tour de vaccination contre la peste des petits ruminants, la mise en œuvre du plan intégré de lutte contre la CLA, ainsi que la menace de la maladie du virus Ebola dont les implications sur la sécurité alimentaire seraient considérables.

Coup de projecteur : Crise alimentaire en province Kirundo

La province Kirundo, en sa partie de la région naturelle de Bugesera, fait actuellement face à une crise alimentaire suite principalement au déficit hydrique ayant fortement affectée la saison 2019A. La production de la saison 2018C récoltée en octobre a été très limitée et ne concernaient que 27% des ménages ayant accès à des marais, contre une moyenne nationale d'environ 60% de ménages qui possèdent des lopins de terre irrigable. Leur principale source d'alimentation ne repose donc que sur la production de la saison A qui se met en place généralement de mi-septembre à mi-octobre.

Les informations mensuelles recueillies auprès des ménages repères ASIASAN faisaient déjà état d'un déficit hydrique pour 76%, 56% et 38% d'entre eux aux mois d'octobre, novembre et décembre respectivement, alors qu'il s'agit des mois les plus critiques de la saison. Ainsi, la production a été très médiocre, voire nulle dans certaines localités les plus touchées.

Certaines collines des communes de Busoni, Bugabira et Kirundo sont les plus affectées et une évaluation conjointe a été menée du 21 au 22 janvier 2019 par le PAM, la Plateforme Provinciale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes (PPPRGC) et la Croix-Rouge Burundi en province de Kirundo. Elle a confirmé que le déficit hydrique a particulièrement affecté les localités le long des lacs intérieurs en anéantissant la production de la première saison culturale 2019A et risquant d'affecter la saison culturale 2019B suite au manque de semences surtout de haricot. La mission a ainsi estimé à 22.000 les ménages en insécurité alimentaire sévère ayant besoin d'une aide humanitaire, sous forme d'une assistance en vivres ou cash (de février à avril) et en semences (février-mars pour la saison 2019B).

Il apparaît de plus, que les mécanismes d'adaptation normalement développés par les ménages les plus vulnérables en pareil situation de crise alimentaire ne sont pas applicables dans cette région. Il s'agit notamment de la vente de main-d'œuvre et des approvisionnements alimentaires auprès et en provenance du Rwanda voisin. Du fait de la tension politico-sécuritaire existante entre le Burundi et le Rwanda, la libre circulation des personnes et des biens n'est, pour le moment, pas possible ce qui affecte particulièrement ces ménages les plus vulnérables aux aléas climatiques. D'autres indicateurs, tels que les prix des aliments de base, étant relativement stables, cela laisse à penser que cette insécurité alimentaire sévère constatée serait également très liée à l'absence d'opportunités de revenus ou au faible pouvoir d'achat des ménages.

Il faut toutefois noter certains appuis déjà apportés dans la province: (i) par des autorités et dignitaires locaux: 38 t de riz (20 kg/ménage sur la colline Rwibikara), 21 t (10 kg/ménage) sur la colline Gatare, 3 t (10 kg/ménages sur la colline Ceru); (ii) la FAO en collaboration avec l'ONG Food for Hungry a donné des semences de haricot et cordes de patate douce à 750 ménages de Busoni, en collaboration avec la Croix Rouge va donner des semences de haricot à 1000 ménages de Busoni, ainsi qu'en collaboration avec Réseau 2000 plus elle va appuyer 1000 autres ménages de Bugabira.

Défis...

Préparatifs de la saison 2019B : La gestion du chevauchement des saisons 2019A et 2019B et la carence de semences de haricot généralement prélevées des récoltes de la saison A dans les régions de basses et moyennes altitudes. Perturbation du système racinaire des cultures de maïs aux jeunes stades de croissance provoquée par les labours de la 2019B et conduisant à une diminution des rendements escomptés de la campagne 2019A.

Gestion de la crise alimentaire adaptée à l'ampleur des pertes de la saison 2019A, spécialement dans la province Kirundo, dans un contexte de faibles ressources d'urgence.

À suivre...

Collecte des données pour l'évaluation des récoltes de la saison 2019A et préparation de la saison 2019B (du 25 février au 8 mars 2019).

Reprise des réunions trimestrielles des groupes sectoriels agriculture et développement rural (GSADR) au niveau provincial (du 26 février au 8 mars 2019).

